

Unité interdépartementale Loire Haute-Loire
2 avenue Grüner
Allée C
42000 ST ETIENNE

Saint-Etienne, le 15 mai 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/03/2023

Contexte et constats

Publié sur 

DUBUIS SARL

513 route Royale
42470 Fourneaux

Références : UiD4243-DSSP-023-0178
Code AIOT : 0010500265

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 8 mars 2023 dans l'établissement DUBUIS SARL implanté Pirotte 42470 Fourneaux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection des installations classées s'est rendue sur le site ICPE de l'entreprise DUBUIS SARL le 08 mars 2023 en début d'après-midi, suite au signalement par les services de la DTT, d'un incendie ayant débuté dans l'établissement dans la nuit du 7 au 8 mars.

L'incendie s'est déclaré vers 3 heures du matin dans le bâtiment technique de 1600 m² de l'établissement. 20 à 25 tonnes de déchets de JRM (Journaux, Revues, Magazines), de textile, de matières plastiques ainsi que des véhicules stationnés à l'intérieur du bâtiment, et des équipements tels que charriot élévateur, broyeur, compacteur, presse à textile ont brûlé.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DUBUIS SARL
- Pirotte 42470 Fourneaux
- Code AIOT : 0010500265
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise SAS DUBUIS sise sur le territoire de la commune de Fourneaux (42) a une activité de transit, regroupement, tri de déchets d'activités économiques, essentiellement composés de cartons, de papiers, de JRM (Journaux/Revue/Magazines), et de textiles.

Son activité est autorisée par l'arrêté préfectoral du 24 août 2006.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Gestion de l'incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Gestion des eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 24/08/2006, article 4.3.1 et 4.3.8	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
2	Moyens de secours contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 24/08/2007, article 7.6.3	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
3	Dispositions générales en cas d'incident	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R512-69	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Bien que l'incendie ait été **rapidement maîtrisé** par les sapeurs pompiers, le bâtiment technique de l'établissement de 1600 m², et ce qu'il contenait, a été détruit. Le site se trouvant en milieu rural, **hormis les fumées de l'incendie et les rejets des eaux d'extinction, il n'y a pas eu d'effets à l'extérieur du site**. L'expertise et la détermination de l'origine de l'incendie sont toujours en cours mais selon les premières informations, le feu aurait démarré sur un camion garé dans le bâtiment technique

Suite à un défaut d'étanchéité de la vanne de sectionnement du dispositif de traitement du réseau d'eaux pluviales et des eaux susceptibles d'être polluées, une partie des eaux d'extinction de l'incendie a été directement rejetée dans l'écoulement situé en contre-bas. Les inspecteurs de l'Environnement de l'OFB, présents sur site, suite à des observations et des tests effectués sur place, ont conclu à **l'absence d'impact environnemental de ce rejet sur la faune aquatique** du ruisseau du Cros situé 300 mètres en aval.

Il a été demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées **un rapport d'incident** et de renseigner la fiche de déclaration d'incident sur le site aria <https://www.aria.developpement-durable.gouv.fr>. Une attention particulière sera portée sur les **mesures correctives prises ou envisagées** permettant de pallier efficacement les défaillances de la vanne d'obturation du séparateur d'hydrocarbures, et sur les systèmes d'alarmes à mettre en oeuvre sur le site.

L'exploitant a indiqué avoir pour projet de redémarrer son activité et de reconstruire un nouveau bâtiment, dans cette optique, il devra transmettre à l'inspection des installations classées **un dossier de porté à connaissance précisant les modifications envisagées par rapport à l'existant**, avant l'incendie, et déterminera le **caractère notable ou substantiel** de ces modifications.

En outre, **avant toute remise en route de l'activité**, l'exploitant devra être en mesure de **démontrer la conformité de son installation** aux dispositions de son arrêté relatives aux moyens d'intervention **en cas d'accident et organisation des secours**. Dans cet objectif, il devra prendre attache avec le SDIS42 pour une **redéfinition des besoins en eaux d'extinction** de son site et faire la démonstration de **l'adéquation à ces besoins, des systèmes de défense incendie** existants et des **capacités de rétention des bassins de confinement** des eaux d'extinction.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion des eaux d'extinction
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/08/2006, article 4.3.1 et 4.3.8
Thème(s) : Risques chroniques, Identification des effluents / Eaux pluviales susceptibles d'être polluées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 4.3.1. Identification des effluents L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants : 1. les eaux exclusivement pluviales et eaux non susceptibles d'être polluées 2. les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction)[...] 4.3.8. Eaux pluviales susceptibles d'être polluées Les eaux de lavage des camions et les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, après passage dans un décanteur déshuileur, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté. Ces eaux transiteront et seront stockées dans une bache de rétention (310 m3) avant rejet au milieu naturel.
Constats : Dans un porté à connaissance reçu par la DREAL le 24/01/2018, l'exploitant avait sollicité une dérogation à l'article 4.3.8. de son arrêté préfectoral du 24/08/2006 relatif à la mise en place d'une cuve de rétention des eaux susceptibles d'être polluées de 310 m ³ ; il indiquait que ces eaux étaient gérées via les pentes des aires de circulation et de chargement du site avec un profilage du terrain permettant, après fermeture de la vanne de sectionnement en aval du séparateur d'hydrocarbures, la rétention d'un volume d'eaux de 200 m ³ . Lors de l'incendie, les eaux d'extinction ont transité par le réseau des eaux pluviales comportant ce dispositif de traitement, et la vanne obturatrice a été fermée rapidement (3h45). Du fait de la pression exercée par l'eau, la vanne est devenue fuyarde vers 5 heures. Les grilles d'évacuation vers ce dispositif ont été obturées afin que les eaux puissent se stocker sur la plateforme et les débits d'eau projetée par les sapeurs pompiers pour contenir l'incendie ont été ajustés à la baisse de manière à minimiser les rejets dans le milieu naturel. Les sapeurs ont indiqué qu'environ 70 m ³ d'eau ont été projetées pour l'extinction de l'incendie. L'évacuation d'un premier volume de 10 m ³ de déchets liquides contenus dans le séparateur d'hydrocarbures vers l'entreprise SARPI spécialisée dans le traitement des déchets dangereux a été réalisée le jour de la visite. L'entreprise d'assainissement était également programmée le lendemain. Trois prélèvements ont été effectués par les sapeurs pompiers sur les eaux de l'écoulement en aval du rejet (à 8h30 et 10h40) et un en amont de l'installation, dans l'après-midi, suite à notre demande, par les agents de l'OFB. Les volumes prélevés étaient insuffisants pour pouvoir procéder à une analyse complète de ces eaux rejetées. Seul le paramètre cyanure a été demandé, les résultats d'analyses n'ont pas montré la présence de cette substance. Les agents de l'OFB ont par ailleurs indiqué qu'ils n'avaient observé aucune mortalité piscicole ou d'invertébrés dans le ruisseau Le Cros dans lequel l'écoulement situé en aval immédiat du séparateur d'hydrocarbures se rejette. Leur rapport conclut à « aucun impact environnemental hormis les déchets mal gérés par la SAS DUBUIS dans l'affluent du Cros « ruisseau de l'étang » [...], n'est à signaler, aucune mortalité de la faune aquatique n'ayant pu être mise en évidence ». L'exploitant transmettra un rapport précisant les mesures correctives prises ou envisagées

permettant de pallier efficacement les défaillances de la vanne d'obturation du séparateur d'hydrocarbures.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Moyens de secours contre l'incendie
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/08/2007, article 7.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de poteaux incendie ayant un débit de 120 m³/h pendant 2 heures minimum. <p>Les dispositifs de lutte contre l'incendie devront respecter les contraintes suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> * les poteaux d'incendie devront être de type normalisé (NFS 61.213 et 62.200) aux caractéristiques minimales suivantes : diamètre 100 mm, débit 17 l/s pendant 2 heures, pression dynamique 1 bar. Un de ces poteaux devra être situé à moins de 200 m de l'entrée de l'établissement. Une attestation assurant que l'installation remplit effectivement les fonctions pour lesquelles elle est prévue devra être délivrée par l'installateur et transmise au Service Départemental d'Incendie et de Secours, Bureau Départemental de Prévision Opérationnelle (application de la norme NFS 62.200). * dans le cas où la totalité du débit disponible ne pourrait être obtenue à partir des poteaux ou bouches d'incendie du réseau d'eau (public ou privé), il est admis que les besoins soient disponibles dans une ou plusieurs réserves d'eau d'un volume minimum de 240 m³, propres au site et accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours. Ces réserves d'eau (naturelles ou artificielles – publiques ou privées), devront être équipées ou réalisées conformément aux règles d'aménagement des points d'eau définis par la circulaire interministérielle n° 465 du 10 décembre 1951. <ul style="list-style-type: none"> - des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ; - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - d'un système interne d'alerte incendie ; - de plan des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours. <p>Dans le cas d'une ressource en eau incendie extérieure à l'établissement, l'exploitant s'assure de sa disponibilité opérationnelle permanente.</p>
<p>Constats : Le site n'étant pas équipé d'alarme incendie, ce sont les riverains qui ont alerté les sapeurs pompiers.</p> <p>Lors de l'incendie, la réserve d'eau de 5 m³ présente sur site n'a pas été utilisée par les sapeurs pompiers car l'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer où elle se situait. Les eaux d'un étang situé à proximité et du réseau (poteau incendie de Fourneaux) ont été utilisées. Les sapeurs pompiers ont indiqué avoir choisi de ne pas utiliser le poteau incendie situé à proximité du site du fait d'un débit disponible trop faible (< 30m³/h).</p> <p>Il est rappelé que c'est à l'exploitant de s'assurer de la disponibilité opérationnelle permanente des ressources en eau incendie extérieure à l'établissement.</p> <p>L'exploitant transmettra un rapport précisant les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire. En outre, l'exploitant devra disposer des moyens de lutte contre l'incendie tels que prévus par son arrêté préfectoral avant toute remise en route de son activité.</p>

Il prendra également attache avec le SDIS42 pour une redéfinition des besoins en eaux d'extinction et vérifiera leur adéquation avec les systèmes de défense incendie externes et internes et les capacités de rétention existants.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Dispositions générales en cas d'incident
Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'accident ou d'incident
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats : Il est demandé à l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de transmettre à l'inspection des installations classées un rapport d'incident qui précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. - de renseigner la fiche de déclaration d'incident sur le site aria https://www.aria.developpement-durable.gouv.fr
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois